



FONDATION
ÉNERGIES
POUR LE MONDE

Infos n°23 juin 2008



> Entretien avec
Ismâïla Djiba,
un président
enthousiaste

> À quoi servent
vos dons ?

> Promouvoir les
actions de production
et de consommation
locales



Réduire la dépendance

Décidément, on n'en finit pas avec les crises : sitôt écartée – du moins provisoirement – la menace d'une tempête financière internationale, c'est la vertigineuse augmentation du prix du pétrole, des matières premières et des denrées alimentaires (à l'origine des "émeutes de la faim") qui fait la une des journaux du monde entier. En fait les trois sont liées. Ainsi, l'envolée du pétrole pèse-t-elle sur les coûts de production (engrais et pesticides) et de transport des céréales. De son côté, la croissance économique de la Chine et de l'Inde a fait bondir la demande de pétrole mais aussi de céréales, au moment où l'offre se restreignait en raison d'accidents climatiques à répétition. Même s'ils n'en sont pas la cause première, les biocarburants (ils ne représentent que 2 % du marché), ont aussi contribué à l'augmentation des cours. Enfin, après la crise des "subprimes" aux États-Unis, les spéculateurs se sont rués sur les matières premières, notamment alimentaires.

Avec toujours en toile de fond, les défis du siècle à venir : réchauffement climatique, augmentation de la population mondiale, hausse du niveau de vie des pays émergents, envolée attendue des prix des carburants, poursuite de l'exode rurale... Bref, tout se mêle pour que les populations les plus démunies se trouvent de plus en plus fragilisées. Dans le cadre de son programme Noria, Énergies pour le Monde a d'ailleurs constaté que les achats d'énergie et de nourriture représentaient à eux seuls 80 % d'un budget familial...

Une réduction de cette dépendance peut être imaginée à plusieurs niveaux. Réjouissons-nous, d'abord, d'apprendre qu'aujourd'hui, l'électrification fondée sur les énergies renouvelables coûte moins cher aux usagers que les autres formes d'énergie qui utilisent du pétrole lampant ou des piles. Mais au-delà de cette constatation, il faut promouvoir, comme l'a fait la Fondation ces dernières années, toutes les solutions qui permettent aux populations démunies de produire et de consommer des produits locaux. Utiliser une énergie renouvelable pour donner un coup de pouce à l'agriculture locale (grâce à l'irrigation par pompe solaire, par exemple) constitue une très bonne manière d'assurer une meilleure autonomie alimentaire... et de permettre l'accès à une nourriture diversifiée. Partout, on constate que l'accès à l'électricité ouvre la voie au changement : dans l'agriculture bien sûr, avec le maraîchage local en contre-saison, mais aussi la création d'emplois artisanaux, voire l'émergence d'activités nouvelles. Grâce à l'électrification, le village équipé peut générer des revenus qui vont lui permettre de pérenniser les infrastructures électriques, de protéger des populations fragiles, d'assurer un meilleur niveau de vie.

Face à une crise d'ampleur internationale, ces solutions peuvent paraître modestes. Mais elles ont le grand mérite d'exister, et d'être d'ores et déjà en place.

Alain Liébard,
Président de la Fondation Énergies pour le Monde

Qui sont les partenaires de la Fondation ?

Fondateurs : Observ'ER (Observatoire des énergies renouvelables) • Caisse nationale de Crédit Agricole • Caisse des dépôts et consignations • Électricité de France • Gaz de France • Total • Areva • Ministère de l'Économie, de l'Industrie et des Finances • Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie • Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire • Ministère de la Coopération • Ministère des Affaires étrangères • Ministère de l'Intérieur •

Partenaires : Dix mille donateurs privés • Commission européenne • Programme des Nations unies pour le développement (Pnud, New York) • Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF, Québec) • Banque mondiale • Agence française de développement • Crédit Coopératif • Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies d'Île-de-France (Arene) •

Sommaire

Entretien avec Ismaïla Djiba, président du comité de gestion des infrastructures électriques	3
À quoi servent vos dons ?	7
Bonne nouvelle sur le front de l'épargne solidaire	8
Promouvoir les actions de production et de consommation locales	9
L'activité de la Fondation en chiffres	10

Interview

Ismaila Djiba, un président enthousiaste

Très investi dans sa fonction, le président du comité de gestion des infrastructures électriques est convaincu que l'électrification du village de Djilonguia, au Sénégal, marque le point de départ d'un vrai développement.

Depuis 2006, vous êtes président du comité de gestion de Djilonguia. Comment cette instance a-t-elle vu le jour ?

Le projet d'électrification de Djilonguia est né en 2005. Après la période d'études et d'enquêtes dans le village, un comité d'initiative a été créé ; il est devenu en 2006 un comité de gestion qui compte vingt personnes et a pris, depuis, la forme d'un GIE (groupement d'intérêts économiques). Les vingt membres du comité représentent l'ensemble de la population du village, dans sa diversité : fonctionnaires, artisans, groupements féminins y ont leur place. Le rôle du comité consiste à gérer l'exploitation de l'énergie solaire à Djilonguia. Il est placé sous l'autorité du Congrès villageois, qui contrôle son activité.

En quoi consiste ce Congrès ?

Le Congrès est l'instance de tous. C'est lui qui décide de la politique et du plan d'investissements. Il est en charge de tous les projets du village. C'est donc le Congrès qui est promoteur du programme d'Énergies pour le Monde à Djilonguia. Parce qu'il mène des actions très variées, le Congrès a donc cédé l'exploitation des infrastructures électriques au comité dont je suis le président.

Quelles sont vos tâches essentielles ?

Je suis la personne morale qui représente partout le comité de gestion de Djilonguia. À ce titre, je suis chargé du suivi, du contrôle et de l'exécution des décisions qui ont été arrêtées. Ce rôle, auprès du comité, m'occupe trois jours par semaine.

Il semble qu'à Djilonguia, le comité de gestion soit fortement impliqué dans la vie du village. Est-ce un choix délibéré de votre part ?

On pourrait croire, en effet, qu'une instance comme celle-ci se contente de recueillir les paiements des usagers. Or, son rôle va beaucoup plus loin. Le comité a fort



Ismaila Djiba (à droite) assure avec une équipe de huit personnes la bonne gestion des systèmes solaires.

à faire pour informer les usagers. Il faut que les gens qui font une demande d'électrification soient préparés. Le comité les rencontre et les renseigne sur les différentes options qui s'offrent à eux. Il doit les aider à faire leur choix en fonction de leurs moyens. La réussite du projet en dépend.

Cet aspect de votre action présente-t-il des difficultés particulières ?

En réalité, non, car ici tout le monde se connaît, et la communication est facile. Le village ne compte que 100 familles... Mais les villageois ont des ambitions : qui ne rêve d'avoir chez soi une vidéo ou une télévision



L'électrification de l'école a permis d'étendre la plage horaire des cours. Les résultats ne se sont alors pas fait attendre.

couleur ? Malheureusement, seule une partie des futurs usagers ont effectivement les moyens financiers qui le permettent. Il nous revient la tâche de faire comprendre cette réalité.

Combien de systèmes la Fondation a-t-elle installé jusqu'à maintenant ?

Plus de quatre-vingts familles ont maintenant accès à l'électricité domestique. Une quinzaine reste à équiper. Mais nous venons aussi de nous lancer dans l'éclairage public, avec la mise en place de cinq lampadaires destinés aux abords de l'hôpital, de l'école, de la grande mosquée... Le village, dans son ensemble, aurait souhaité davantage. Cette fois, c'est la Fondation qui nous a montré le chemin de la raison : en n'installant "que" cinq lampadaires, Énergies pour le Monde nous a contraints à rester modestes – ce qui, bien sûr, était beaucoup plus raisonnable ! N'empêche : l'arrivée de l'électricité a bouleversé la vie de Djilonguia en profondeur.

Vous avez des exemples ?

Il y en a beaucoup ! Prenez l'école, et examinez les résultats scolaires. En 2005, 85 % des élèves de fin de primaire passaient avec succès l'examen d'entrée en 6^e ; en 2006, le chiffre est monté d'un coup à 99 %, grâce à l'éclairage des classes, pour atteindre 100 % en 2007. Dans une école éclairée, les enfants travaillent mieux, et plus longtemps : les résultats sont là. Même



Un technicien du comité de gestion assure la maintenance des systèmes solaires.

chose à l'hôpital, où la lampe-tempête a disparu : pour les personnels, les conditions de travail ont considérablement changé. De plus, on a installé sur place une vidéo qui permet d'informer les patients, les femmes surtout, sur des sujets comme la vaccination, la protection contre le virus HIV, l'intérêt des consultations prénatales, etc. Dans un village comme le nôtre, l'électricité est une vraie nouveauté, et une nouveauté qui a tout changé !

Parce que la vie des villageois a changé ?

Oui, mais pas seulement. La réussite du projet a permis, aussi, la création de nouvelles richesses. La présence du congélateur solaire a entraîné la production de glaces et de jus de fruits qui connaissent un réel succès... Ces produits sont réalisés et commercialisés par un groupement de femmes responsables des jardins maraîchers. L'arrivée du congélateur a donc entraîné un développement économique. Surtout, j'aimerais dire à quel point l'exemple de Djilonguia peut avoir un impact à grande échelle. Au Sénégal, notre village fait figure de test : nous n'avons donc pas droit à l'erreur ! Le comité est là précisément pour assurer cette réussite. Le projet mené à Djilonguia a été présenté aux autorités régionales lors d'un congrès en avril. Notre village est devenu le lieu d'une expérimentation qui est une première au Sénégal. Il est fondamental que notre exemple se révèle convaincant. ●



La vie du village a également changé avec l'arrivée d'activités après le coucher du soleil.

Promouvoir les actions de production et de consommation locales

Les activités nouvelles créées par les différents projets d'électrification rurale décentralisée fournissent des revenus supplémentaires à ceux qui en sont bénéficiaires et garantissent, en retour, le succès, et donc la pérennisation des projets. Illustrations.

● En 2007, à Djilonguia, au Sénégal, la vente de produits agricoles s'est élargie à la conservation de produits frais grâce à l'arrivée d'un congélateur solaire. Du coup, des groupements féminins (voir pp. 3 et 4) se sont mis à fabriquer des jus de fruits frais (bisap, etc.) et des crèmes glacées à base de mangues, d'oranges et de pains de singe. Leurs revenus ont depuis nettement progressé car les recettes mensuelles sont aujourd'hui de 68 000 F CFA (104 €), alors que la redevance électrique n'est que de 16 000 F CFA (24 €). Ce sont donc 80 € que se répartissent chaque mois une dizaine de femmes.

Au Burkina Faso, ce sont plutôt les activités d'artisanat qui ont produit de nouvelles richesses. En bénéficiant largement de l'arrivée de l'électricité, les tailleurs, les couturiers et les vanniers ont pu travailler le soir et ainsi augmenter sensiblement leurs revenus. Ces artisans se montrent depuis très enthousiastes et poussent les pro-

jets de la Fondation en souhaitant, si possible, aller plus loin. C'est pourquoi, il faut dès maintenant envisager de franchir une étape supplémentaire : peut-on raisonnablement imaginer de remplacer les machines manuelles actuellement utilisées par des machines électrifiées ? D'autres idées se sont fait jour dans les villages burkinabés où Énergies pour le Monde est déjà intervenue : il est question de créer un centre de bureautique avec un premier photocopieur pour l'un des villages ou encore, dans l'avenir, de mettre en place un grand écran pour le cinéma ou la vidéo. À Madagascar, l'implantation d'une microcentrale hydraulique a déjà permis de produire l'énergie nécessaire à des activités artisanales, en permettant de brancher des tours à bois et des perceuses.

Tous ces projets, toutes ces idées obligent la Fondation à se poser des questions plus générales : jusqu'où l'énergie renouvelable peut-elle être utilisée dans l'équipement des petites machines ? En réalité, toutes ces questions ramènent à la notion de microréseau : lorsque l'électricité est fournie à des particuliers, il existe deux grandes périodes d'utilisation (le matin et le soir) et un "creux" en milieu de journée ; au contraire, lorsque l'électricité est fournie à des cultivateurs ou des artisans, elle peut être utilisée de manière beaucoup plus régulière sur l'ensemble de la journée. Il est donc important que la Fondation, prenant en compte ces observations, soit en mesure de proposer les solutions les plus pertinentes possibles. ●



À Djilonguia au Sénégal (ci-dessus), un groupement de femmes a créé une activité de produits frais grâce à un congélateur solaire.

À Bougretenga au Burkina Faso (ci-contre), tailleurs et couturiers ont accru sensiblement leurs revenus en travaillant la nuit tombée.



Bon de soutien à découper et à renvoyer à :

Fondation Énergies pour le Monde – 146, rue de l'Université – 75007 Paris
Reconnue d'utilité publique – Décret du 8 mars 1990

Je soutiens les projets de la Fondation et adresse un chèque de :

30 € 75 € 150 € 300 €

Autre :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____



FONDATION
ÉNERGIES
POUR LE MONDE

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôts égale à 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Vous recevrez pour cela un reçu pour déduction fiscale.

Vos coordonnées font l'objet d'un traitement informatisé. Vous disposez d'un droit d'accès à ce fichier et de rectification conformément à la loi du 6 janvier 1978.

Code postal : _____

Ville : _____

Fondation Énergies pour le Monde Infos

est la lettre d'information semestrielle de la Fondation Énergies pour le Monde, reconnue d'utilité publique - décret du 8 mars 1990

Fondation Énergies pour le Monde
146, rue de l'Université

F – 75007 Paris

Tél. : 01 44 18 00 80 - Fax : 01 44 18 00 36

Email : fondem@energies-renouvelables.org

www.energies-renouvelables.org

Directeur de la publication : **Alain Liébard**

Directeur de la Fondation : **Yves Maigne**

Rédaction : **Anne Vantal**

Édition : **Observ'ER**

Rédacteur en chef : **Yves-Bruno Civel**

Photos : **Rémy Delacloche/Fondation Énergies pour le Monde** sauf mention contraire

Photo de couverture : **Rémy Delacloche/Fondation Énergies pour le Monde**

Impression : **Imprimeries de Champagne.**

Imprimé avec le procédé CTP et des encres à base végétale sur papier 100 % recyclé certifié Ecolabel européen

Dépôt légal : 2^e trimestre 2008 – ISSN : 1279-8029

À quoi servent vos dons ?

Laos

● Dans la province de Luang Prabang, la Fondation a lancé début 2007 un projet pilote très novateur visant à électrifier le village de Phakeo (70 familles) avec une microcentrale solaire reliée à un réseau de distribution de l'électricité.

Contrairement au système solaire individuel utilisé jusqu'à présent, cette option centralisée permet de fournir de l'électricité de qualité "réseau" avec une possibilité d'utilisation au cours de la journée. La raison de ce choix tient à la volonté d'Énergies pour le Monde d'imaginer des solutions qui favorisent le développement d'activités économiques sans s'en tenir à une électrification domestique. La population de Phakeo s'est vu proposer trois niveaux de service différents, associés à des tarifs mensuels adaptés à la capacité de paiement de chaque foyer : une seule lampe (niveau 1) ; une lampe et une prise radio (niveau 2) ; deux lampes et une prise télévision (niveau 3). Cinquante-huit familles ont préféré la deuxième possibilité. ●



Burkina Faso

● Les programmes d'électrification menés jusqu'à présent dans les villages de Tensobtenga et Bougretenga viennent de franchir une étape supplémentaire. En 2007, cinquante nouvelles familles avaient eu accès à l'électricité. Aujourd'hui, ce sont cent quatre-vingts familles réparties sur ces deux villages qui ont reçu des équipements solaires. La Fondation oriente désormais son travail vers l'accompagnement des associations locales exploitantes afin de les rendre progressivement autonomes. ●

Réduire son impôt de solidarité sur la fortune en faisant un don

Énergies pour le Monde en tant que fondation reconnue d'utilité publique est éligible à recevoir des dons déductibles de l'ISF.

Les dons ouvrant au bénéfice de la réduction sont des dons en numéraire ou des dons, en pleine propriété, de titres de sociétés cotés. Ils permettent de réduire l'impôt à hauteur de 75 % du montant du don effectué dans la limite de 50 000 euros par an.

Pour l'ISF de l'année 2008, les dons pris en compte sont ceux effectués entre le 20 juin 2007 et le 16 juin 2008.

Contact : yves-bruno.civel@energies-renouvelables.org

Sénégal

● Le projet d'électrification rurale de Djilonguia est entré, en 2007, dans une nouvelle phase. Trente familles supplémentaires ont été équipées en électricité domestique. Le bon fonctionnement du programme destiné aux particuliers a permis d'envisager la mise en place d'éclairage public : cinq lampadaires solaires ont d'ores et déjà été installés dans le centre du village. De plus, un congélateur solaire, d'une capacité de 200 litres, est à présent géré par un comité de femmes responsables des jardins maraîchers. La présence de ce congélateur génère une nouvelle activité économique basée sur la transformation des fruits en crèmes glacées et en jus. Les produits nouveaux ont tout de suite connu un franc succès et trouvé des débouchés importants auprès des enfants des écoles... Côté gestion, aucun problème n'est à déplorer : les redevances sont payées et les comptes sont équilibrés. ●

Noria : vers de nouveaux débouchés

Le programme Noria, qui existe depuis plusieurs années, représente un outil informatique de première importance : on peut grâce à Noria modéliser des programmes d'envergure. Désormais doté de capacités renforcées, il va permettre de localiser précisément toutes les installations et, par conséquent, de rationaliser l'exploitation des infrastructures et d'en abaisser par exemple les coûts. Il suffit d'organiser les déplacements des techniciens pour réduire la facture des usagers... Faciliter le travail du technicien en charge d'installations disséminées sur un territoire, c'est lui permettre de limiter le temps de transport, et offrir aux usagers la possibilité de diminuer une partie des coûts qu'ils supportent. Avec ces nouveaux développements, Noria se révèle utile au-delà de la planification.

Bonne nouvelle sur le front de l'épargne solidaire

Le Crédit Coopératif relève le taux du livret Agir. Un coup de pouce qui va bénéficier, entre autres, à la Fondation Énergies pour le Monde, tout comme la baisse de la fiscalité sur l'épargne de partage. Rencontre avec Audrey Begué, chargée de développement épargne solidaire au Crédit Coopératif.



L'épargne solidaire de partage a-t-elle progressé ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2003, les dons générés par l'épargne de partage s'élevaient à 1 million d'euros au Crédit Coopératif ; en 2007, ils atteignent 3,3 millions d'euros. L'épargne solidaire a en effet gagné en notoriété (27 % des Français déclarent en avoir déjà entendu parler) et le Crédit Coopératif veille à enrichir continuellement sa gamme de produits solidaires.

Qu'en est-il du partenariat avec la Fondation Énergies pour le Monde ?

Nous avons plus de 1 100 livrets "Agir" ouverts au profit de la Fondation. Sur un total de 1,6 million d'euros de dons récoltés en 2007 sur le livret Agir, près de 10 % ont été reversés à cette association, soit au total 154 000 euros.

Quelles sont les motivations des clients qui choisissent de reverser leurs intérêts à la Fondation Énergies pour le Monde ?

Les personnes qui poussent la porte du Crédit Coopératif viennent pour des valeurs. La plupart ne savent

pas, par avance, quelle association ils vont soutenir. Le chargé de clientèle leur présente les différentes associations bénéficiaires, sans encourager l'une plutôt que l'autre. Le succès de la carte Agir et du livret Agir au bénéfice d'Énergies pour le Monde s'explique par la mission même de cette association qui est à la fois simple à décrire – développer les énergies renouvelables dans les pays du Sud – originale, et qui rencontre les préoccupations plurielles de nos clients (environnement, solidarité internationale, développement économique).

Quel est le profil des souscripteurs du livret Agir ?

En France, le donateur type est âgé de plus de 60 ans. Sur le livret Agir au contraire, 60 % des souscripteurs ont moins de 50 ans. Des jeunes de moins de 25 ans commencent à s'engager dans la solidarité au travers du livret Agir. L'encours moyen sur le livret (plafonné à 15 300 euros) s'élève à 8 700 euros. Le souscripteur de la Fondation est un peu plus jeune que la moyenne, pour un encours identique.

Taux en hausse et fiscalité avantageuse

Depuis le 1^{er} février 2008, le taux du livret A est passé de 3 à 3,5 %. Le Crédit Coopératif a augmenté le taux brut de son livret Agir de 4,11 à 4,5 %, afin que sa rémunération nette avant partage reste équivalente à celle du livret A. Autre nouveauté, la loi de finances 2008 prévoit une fiscalité plus avantageuse pour l'épargne de partage. En effet, les intérêts reversés à l'association choisie par l'épargnant sont imposés à 5 % au lieu de 18 %. À ce taux s'ajoutent 11 % de prélèvements sociaux. Au final, le Prélèvement forfaitaire libératoire, ou PFL, est désormais de 16 % au lieu de 29 %. Pour un même montant déposé sur le livret Agir, les associations bénéficiaires percevront donc plus de dons !

Le principe du livret Agir

Le livret Agir fonctionne comme un livret traditionnel, à une différence près : il permet la solidarité via la redistribution d'une partie des intérêts à des organismes humanitaires. Sans avoir à s'en occuper, le détenteur d'un livret Agir partage les intérêts de son épargne avec une association de son choix parmi la quinzaine proposée par le Crédit Coopératif. Il conserve l'autre moitié des intérêts. Il recevra ensuite un reçu fiscal de la part de l'association, qui lui permettra de déduire de ses impôts 66 % de la somme versée dans le cas, par exemple, de la Fondation Énergies pour le Monde.

> 5 000 € déposés sur un livret Agir rapportent au bout d'un an 142,40 € nets à l'épargnant + 94,50 € à la Fondation Énergies pour le Monde :

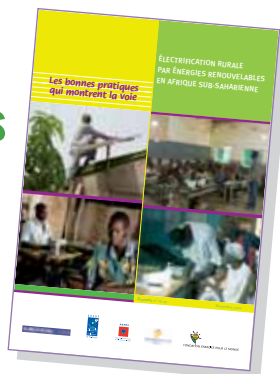
- $5\,000 \times 4,50\% = 225$ € d'intérêts bruts
- $225 \div 2 = 112,5$ - PFL 16 % = 94,50 € pour la Fondation
- $225 \div 2 = 112,5$ - PFiL 29 % = 80 € pour l'épargnant

L'épargnant obtient une réduction d'impôt de 66 % de la somme versée à la Fondation, soit 62,40 €. Au final, il a gagné 80 € (intérêts) + 62,40 € (économie d'impôt) = 142,40 € (soit un taux de 2,84 %).

> 5 000 € déposés sur un livret A rapportent au bout d'un an 175 € d'intérêts nets (taux de 3,50 % nets).

À lire

Bonnes pratiques pour opérations d'envergure, pertinentes et pérennes



Pour que les opérations d'accès à l'électricité à venir tirent profit de celles en cours ou déjà achevées et évitent les écueils fréquemment rencontrés, la Fondation Énergies pour le Monde et la Free Energy Foundation ont lancé le programme "PROVEN in rural Africa", qui s'intègre au sein de leurs activités de sensibilisation et de formation. Fortes de diverses expériences, elles ont publié conjointement une brochure qui synthétise la méthodologie employée par différents acteurs dans 6 pays d'Afrique sub-saharienne. Les bonnes pratiques qu'elles en ont tirées et qui sont susceptibles d'être reproduites ailleurs y sont décrites.

Rappelons que permettre l'accès à l'électricité hors réseau électrique et dans le respect de l'environnement est un processus de longue haleine qui nécessite de mettre en place des outils adaptés pour pouvoir satisfaire les usagers dans la durée. Connaître le contexte local et national, analyser la demande, élaborer les schémas financiers, anticiper le rôle de chacun, mais aussi former les usagers et les exploitants, et les accompagner, sont autant d'étapes à franchir pour mener à bien un projet.

Cette brochure de 24 pages est téléchargeable sur le site www.energies-renouvelables.org/proven. Elle est également disponible en version anglaise.

www.energies-renouvelables.org

Retrouvez sur le Web :

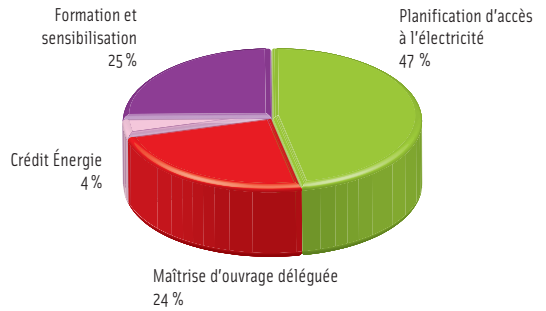
- le dernier numéro d'Énergies pour le Monde Infos en ligne ;
- l'atlas des expertises en accès libre ;
- des fiches actions présentant nos différents programmes ;
- des informations sur l'énergie dans les pays du Sud ;
- l'annuaire des acteurs des énergies renouvelables.



L'activité de la Fondation en chiffres

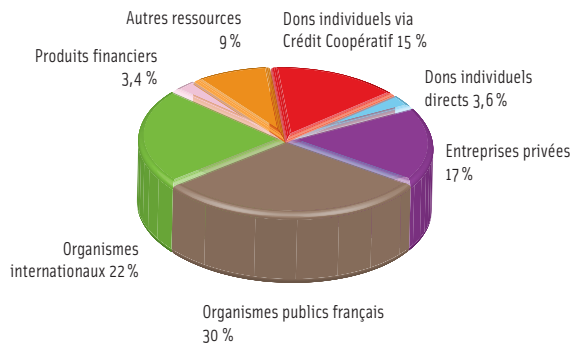
Les domaines d'activité de la Fondation en 2007

En 2006, le secteur "Planification" d'Énergies pour le Monde représentait 41 % des activités. Le changement d'orientation, lié au "changement d'échelle", a accentué ce chiffre puisque ce secteur occupe une place encore plus importante dans l'exercice 2007 : il représente maintenant presque la moitié des programmes de la Fondation. Le reste se décompose, à parts pratiquement égales, entre le volet "Formation" resté stable (25 % au lieu de 24 %) et le secteur classique de la maîtrise d'ouvrage déléguée (24 %) auquel s'ajoute le "Crédit Énergie" (4 %) présenté dans cette publication à plusieurs reprises.



Les financements de la Fondation en 2007

La comparaison entre les années 2006 et 2007 fait apparaître une diminution assez nette, de l'ordre de 10 %, des contributions provenant des organismes publics français, qui passent de 40 % à 30 % ; dans les faits, cette diminution s'est trouvée compensée par une augmentation sensible des dons en provenance des organismes publics internationaux (22 % cette année, contre 14 % seulement l'année précédente) : ces chiffres reflètent l'intérêt suscité par la Fondation à l'échelle mondiale. Notons d'autre part la part significative des dons générés par le partenariat avec le Crédit Coopératif, qui représentent 15 % des financements d'Énergies pour le Monde en 2007. Cela montre bien que, malgré une notoriété relativement faible, la Fondation développe des idées qui suscitent un intérêt grandissant dans le public.



Les zones d'intervention de la Fondation en 2007

Cette année, la Fondation a poursuivi ses activités sur trois zones géographiques principales : l'Afrique de l'Ouest (36 % répartis entre le Sénégal et le Burkina Faso), les pays du Mékong (25 %) et Madagascar (25 %). S'il n'y a rien de très nouveau dans cette répartition, on peut cependant relever que le solde, qui représente 14 % et porte le nom de "Transversal" sur le graphique, correspond à des activités plus générales de formation, dont l'intérêt n'est plus à démontrer.

